Commission des relations du travail
Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS

2014-2015

Demandes de renseignements particuliers de l’opposition officielle

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP1 Indiquer la somme dépensée depuis 2009-2010, par année financière (et prévisions pour 2014-2015) par votre ministère/organisme pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ)……..……

RP2 Ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail ainsi que pour tous les organismes sous la responsabilité du ministre du Travail depuis 2009-2010, par année financière. Prévisions pour l'année 2014-2015…….

RP3 Liste des comités interministériels ou de tout autre partenaire depuis 2009-2010, par année financière. Pour chaque comité, le mandat, les membres, le budget et les résultats…….

RP5 Depuis 2009-2010, liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité…….

RP6 Depuis 2009-2010, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés du ministère ou des organismes dépendant du ministère et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.)……..

RP7 Pour chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère depuis 2009-2010, par année financière, indiquer :

a) la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
b) la liste des membres du conseil d'administration;
c) la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
d) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation……..

RP8 Fournir pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la présidence ou de la Haute direction, les montants, ventilés depuis 2009-2010, par année financière :

a) les frais de déplacement;
b) les frais de représentation;
c) les frais de repas;
d) les frais de voyage;
e) les frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc……..

RP106 Nombre de dossiers en services essentiels qui se sont rendus en révision judiciaire et nature des décisions rendues depuis 2009-2010, par année financière....……...

RP107 Nombre de dossiers en services essentiels réglés par médiation depuis 2009-2010, par année financière.……..……

RP108 Nombre et nature des décisions rendues en services essentiels depuis 2009-2010, par année financière et par secteur d'intervention……..

RP109 Mesures de réparation en services essentiels imposées par la Commission des relations du travail au cours des 5 dernières années…...

RP110 Ventilation des économies budgétaires réalisées à la suite de l'abolition du Conseil des services essentiels, et l'intégration de ses activités à la Commission des relations du travail……..……..

RP111 Au cours des 5 dernières années, nombre de dossiers relatifs à des litiges sur les articles 45 et 46 du *Code du travail* et décisions. Ventilation par année…….

RP112 Liste détaillée (nom de la personne concernée, nom de la municipalité, objet de l'appel) des requêtes en appel logées par un(e) secrétaire, un(e) secrétaire-trésorier(ère) ou un(e) cadre municipal(e) devant la CRT au cours des 5 dernières années……..……

RP113 Au cours des 5 dernières années, nombre d'ordonnances rendues relativement à l'application des articles 45 et 46 du *Code du travail* et nature des ordonnances……..

RP114 Évolution des délais de traitement des dossiers depuis les 5 dernières années……..

RP115 Depuis l'année 2009-2010, par mois, et selon le *Code du travail* ou la *Loi sur les normes du travail*, nombre de conciliations prédécisionnelles effectuées et résultats (réussies, non réussies ou non conclues), nombre de décisions rendues et résultats (accueillies, désistements, règlements et rejetées)……..

RP116 Depuis l'année 2009-2010, par mois, par article et selon le *Code du travail* ou la *Loi sur les normes du travail*, délai de traitement des cas réglés (médiane et moyenne)…….

RP117 Budget de fonctionnement de la CRT depuis 2009-2010, par année financière. Prévisions pour 2014-2015…….

RP118 Effectifs de la CRT depuis 2009-2010, par année financière. Prévisions pour 2014-2015……

RP119 Nombre de plaintes ou de demandes déposées en vertu de la *Charte québécoise des droits et libertés* depuis 2009-2010, par année financière, et ventilation détaillée de celles portant plus particulièrement sur l'article 46. Statistiques sur le type de dossiers et tableau des résultats…….

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP1

Indiquer la somme dépensée depuis 2009-2010, par année financière (et prévisions pour 2014-2015) par votre ministère/organisme pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

	2013-2014
Services professionnels – CSPQ	716 120 $ *
Services professionnels – CISP MESS	0 $
Services professionnels – externe	5 980 $
Achat de matériel	65 336 $
TOTAL	**787 436 $**

* Ce montant inclut 538 945 $ pour l'entente de base et 177 775 $ pour des projets d'infrastructure technologique.

SOURCE : Commission des relations du travail, 16 juin 2014
COLLABORATION :
VALIDATION : Secrétariat et direction générale

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP2

Ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail ainsi que pour tous les organismes sous la responsabilité du ministre du Travail depuis 2009-2010, par année financière. Prévisions pour l'année 2014-2015.

Cible cumulative de réduction prévue à la politique – 2013-2014	**Montant**
Réduction de 4 % de la masse salariale	216 152 $
Réduction de 10 % des dépenses de fonctionnement de nature administrative	218 797 $ *****
Total	**434 949 $**

***** Ce montant comprend la réduction de 25 % des dépenses de publicité, de formation et de déplacement soit : 40 543 $

Le calcul de la cible de réduction est basé, comme le prévoit la loi, sur le niveau de dépenses de l'année financière 2009-2010 et tient compte de l'intégration du Conseil des services essentiels survenue le 1er octobre 2011.

Résultats (dépenses) 2013-2014	**Cible**	**Réel**	**Résultat**
4 % de la masse salariale	7 170 756 $	7 060 219 $	110 537 $
10 % des dépenses de fonctionnement *****	1 969 171 $	1 682 773 $	286 398 $
Total			**396 935 $**

***** Comprend la réduction de 25 % des dépenses de publicité, de formation et de déplacement

	Cible	**Réel**	**Résultat**
25 % des dépenses de publicité, de formation et de déplacement	121 630 $	106 029 $	15 601 $

Le résultat global prévu pour l'année 2013-2014 démontre que la Commission des relations du travail a réduit globalement ses dépenses de 831 k$, soit 396 k$ de plus que la cible de dépenses fixée par la loi.

Mesure de réduction des dépenses - répartition de la cible de réduction par catégories
(en millions)

	2013-2014
Rémunération	0,270
Fonctionnement	0,098
Transfert	0,0
Autres dépenses	0,0
Total	**0,368**

SOURCE : Commission des relations du travail, 16 juin 2014
COLLABORATION :
VALIDATION : Secrétariat et direction générale

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP3

Liste des comités interministériels ou de tout autre partenaire depuis 2009-2010, par année financière. Pour chaque comité, le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Aucun

SOURCE : Commission des relations du travail, 16 juin 2014
COLLABORATION :
VALIDATION : Secrétariat et direction générale

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP5

Depuis 2009-2010, liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Date	Lieu	Nom de la formation	Formateur	Part	Coût
9-10 avril	Québec	XXe conférence des juristes de l'état	XXe conférence des juristes de l'état	2	650,00
29-30 avril	Québec	Équilibre du rapport de force dans la relation d'emploi	Université Laval	1	525,00
6 mai	Montréal	Gestion virtuelle et transfert des dossiers	Formateur interne	1	-
6 mai	Montréal	Procédure pour emprunts des dossiers	Formateur interne	1	-
6 mai	Québec	Cadre législatif et règlementaire régissant les contrats	Le Centre de leadership, CSPQ	1	-
14 mai	Québec	Conditions de succès de la prestation électronique de services publics (PESP)	Le Centre de leadership, CSPQ	1	235,00
14-15 mai	Québec	Analyse de la fiabilité des données financières	Contrôleur des finances	1	-
23 mai	Québec	Gestion virtuelle et transfert des dossiers	Formateur interne	1	-
28 mai	Québec	Gestion du temps, des activités et des priorités	Formations Qualitemps Inc.	1	340,00
30 mai	Québec	Optimiser la révision de ses textes français	Synesis-Versalys	1	222,00
3-4-5 juin	Toronto	Conférence	Annual Labour Chairs' and Adminstrators	2	1 000,00
11 juin	Québec	Cadre normatif sur la gestion des documents électroniques	Formateur interne	1	-
13-14 juin	Montréal	Colloque de la Commission	Divers conférenciers	68	10 959,44
21 août	Québec	Environnement de travail	Formateur interne	3	-
28 août	Montréal	Environnement de travail	Formateur interne	4	-
4 septembre	Montréal	Environnement de travail	Formateur interne	3	-
5 septembre	Québec	Organisation et ressources humaines	Formateur interne	10	-
6 septembre	Québec	Traitement des dossiers	Formateur interne	10	-
10 septembre	Montréal	Le rôle des agents de relations du travail	Formateur interne	6	-
10 septembre	Québec	Le rôle des agents de relations du travail	Formateur interne	4	-
12 septembre	Montréal	Tenue d'audience	Formateur interne	10	-
13 septembre	Québec	Rentrée judiciaire du Barreau du Québec	Barreau de Québec	1	80,00
13 septembre	Montréal	Outils de recherche	Formateur interne	6	-

13 septembre	Québec	Outils de recherche	Formateur interne	4	-
11 septembre	Montréal	Congédiement illégal	Me Huguette Vaillancourt	10	4 406,00
17 septembre	Montréal	Congédiement sans cause juste et suffisante			
25 septembre	Drummondville	Devoir syndical de représentation			
19 octobre	Montréal	Le harcèlement psycholoqique			
16-17 septembre	Québec	TYPO3 Édimestre	Libéo Web et applications libres	1	1 100,00
18 septembre	Québec	Mission et objectifs	Formateur interne	10	-
19 septembre	Québec	Quoi de neuf en protection des renseignements	Wolters Kluwer CCH	1	395,00
19 septembre	Québec	Traitement des dossiers et organisation du rôle	Formateur interne	4	-
19 septembre	Montréal	Traitement des dossiers et organisation du rôle	Formateur interne	6	-
septembre	Québec	Programme d'apprentissage pour le personnel professionnel - chefs d'équipe	ENAP	1	3 400,00
26 septembre	Drummondville	Formation	Formateur interne	55	2 822,06
30 septembre	Québec	Déontologie	Formateur interne	10	-
1-2-3 octobre	Québec	Accueil des nouveaux membres des tribunaux administratifs	Barreau du Québec et Chambre des notaires	10	-
9 octobre	Montréal	Traitement des demandes urgentes	Formateur interne	10	-
10 octobre	Montréal	Recours DCQP et artistes	Formateur interne	10	-
16 octobre	Québec	Journée des acquisitions et des TIC	CSPQ	1	192,00
16 octobre	Québec	RI/RSG, Loi 30, Équité salariale	Formateur interne	10	-
16 octobre	Québec	Code du travail et accréditation	Formateur interne	10	-
16-17 octobre	Montréal	Session de la planification de la retraite	CARRA	1	250,00
17 octobre	Québec	La rédaction des décisions	Formateur interne	10	1 732,50
24 octobre	Québec	Juriste débutant	Formation en ligne	1	-
24 octobre	Québec	La rédaction épicène	Office Québécois de la langue française	2	-
30 octobre	Québec	Journée thématique du GEGD	Groupe d'expertise en gestion des documents	1	-
4-5 novembre	Québec	Session de la planification de la retraite	CARRA	2	500,00
6 novembre	Québec	15e colloque annuel de l'ARGP	Association des responsables de la gestion des plaintes du gouvernement du Québec	1	50,00
14 novembre	Montréal	GRT et Livelink	Formateur interne	10	-
19 novembre	Québec	Réseau des responsables de l'accès aux documents	Ministère du Conseil exécutif	1	-
21-22 novembre	Québec	Privilège relatif au litige	Barreau du Québec	1	95,00
26 novembre	Montréal	Les sanctions pour l'abus de procédure	Association du Barreau Canadien	1	80,00
26 novembre	Montréal	Plan d'action annuel (personnes handicapées)	Office des personnes handicapées du Québec	1	-
27 novembre	Boucherville	Colloque de la Commission	Divers conférenciers	92	10 991,44

28 novembre	Boucherville	Conférence des juges administratifs du Québec	CJAQ	46	12 750,00
28 novembre	Québec	Écriture administrative	Rédacom	1	349,00
Janvier à ce jour	Québec et Montréal	Cours d'anglais	Télélangues International ltée	6	2 236,00
13 février	Québec	Sharepoint pour Édimestre	AFI	4	1 620,00
20 février	Montréal	Révision judiciaire	Barreau du Québec	1	109,50
13 mars	Trois-Rivières	Le leadership d'influence	Monsieur Michel Perras	22	5 938,14
Total					**63 028,08 $**

SOURCE : Commission des relations du travail, 16 juin 2014
COLLABORATION :
VALIDATION : Secrétariat et direction générale

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP6

Depuis 2009-2010, le nombre total d’accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés du ministère ou des organismes dépendant du ministère et la ventilation par type d’accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.)

Aucun

SOURCE : Commission des relations du travail, 16 juin 2014
COLLABORATION :
VALIDATION : Secrétariat et direction générale

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP7

Pour chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère depuis 2009-2010, par année financière, indiquer :

a) la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
b) la liste des membres du conseil d'administration;
c) la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
d) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

a) et b) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération :

NOM	PRÉNOM	CORPS	TITRE DE FONCTION
Lavoie	Diane	103	Professionnelle aux ressources financières et matérielles
Bélanger	Claire	104	Agente d'information
Jacob	Céline	104	Agente d'information
Lagacé	Julie	104	Responsable des communications
Beauchamp	Donald	105	Agent de relations du travail
Beauséjour	France	105	Agente de relations du travail
Béland	Julie	105	Agente de relations du travail
Blais	Pierre	105	Agent de relations du travail
Bourassa	Isabelle	105	Agente de relations du travail
Brzezinska	Danuta	105	Responsable des statistiques et Webmestre
Bussières	Laurenne	105	Responsable des ressources financières et matérielles
Chiasson	Alphonse	105	Chef d'équipe, agent de relations du travail
Cordeau	Nathalie	105	Agente de relations du travail
Côté	Marie-France	105	Agente de relations du travail
D'Alessandro	Stéphanie	105	Agente de relations du travail
Desfossés	Danielle	105	Agente de relations du travail
Flageol	Nathalie	105	Agente de relations du travail
Franche	Julie-Andrée	105	Agente de relations du travail
Frappier	Éric	105	Agent de relations du travail
Gagnon	Philippe	105	Agent de relations du travail
Germain	Jacqueline	105	Agente de relations du travail
Grégoire	Chantal	105	Agente de relations du travail
Houle	Jocelyne	105	Agente de relations du travail
Huot	Annie	105	Agente de relations du travail
Internoscia	Claude	105	Agent de relations du travail
Lachance	Johanne	105	Responsable des ressources humaines
Larivière	Normand	105	Professionnel au greffe
Lavoie	Mathieu	105	Agent de relations du travail, Coord. du greffe et du secrétariat
Lebel	Eric	105	Agent de relations du travail
Levérone	Hélène	105	Agente de recherche en droit
Lévesque	Andrée	105	Agente de relations du travail
Marcotte	Marie-Claude	105	Agente de relations du travail
Picard	Jonathan	105	Adjoint au Secrétaire et directeur général
Pigeon	Sylvie	105	Agente de relations du travail
Robitaille	Marc	105	Chef d'équipe, agent de relations du travail
Séguin	Michel G.	105	Agent de relations du travail
Simard	Pascale	105	Agente de relations du travail
Thériault	Jean-François	105	Agent de relations du travail
Vallières	Suzy	105	Agente de relations du travail
Bailly	Chantal	108	Responsable de la gestion documentaire et du soutien opérationnel

Dumont	Anne	108	Responsable des processus et procédures
Langlois	Robert	108	Responsable des ressources informationnelles
Pelosse	Diane	108	Pilote de systèmes d'information
Rose	François	108	Webmestre/sécurité de l'information
Hébert	Monique	115	Conseillère juridique
Synnott	Pascale	115	Conseillère juridique
Trépanier	Suzanne	115	Conseillère juridique
Aubin	Sylvie	200	Agente de bureau, gestion documentaire
Desharnais	Julie	200	Agente de bureau, gestion documentaire
Labelle	Eric	200	Agent de bureau, ressources financières et matérielles
Lefranc	Martine	200	Agente de bureau au greffe
Morneau	Sylvie	200	Agente de bureau
Trépanier	Céline	200	Agente de bureau, traitement administratif des cas
Alarie	Ginette	221	Agente de secrétariat
Cobetto	Sylvie	221	Agente de secrétariat
Cruz	Janet	221	Agente de secrétariat
Deschênes	Johanne	221	Agente de secrétariat
Labelle	Suzanne	221	Agente de secrétariat
Lachance	Maxime	221	Agent de secrétariat
Leblanc	Nathaly	221	Agente de secrétariat
Laurin	Christiane	221	Agente de secrétariat
Makanga	Nathalie	221	Agente de secrétariat
Mathieu	Johanne	221	Agente de secrétariat
Miron	Diane	221	Agente de secrétariat
Pomerleau	Suzanne	221	Agente de secrétariat
Sasseville	Louise	221	Agente de secrétariat
Sennécheau	Marie-Christine	221	Agente de secrétariat
Shields	Josée	221	Agente de secrétariat
Tessier	Josée	221	Agente de secrétariat
Gallant	Mariette	249	Préposée aux renseignements
Larochelle	Martine	264	Technicienne en administration
Légaré	France	264	Technicienne en administration
Picard	Johanne	264	Technicienne en administration, service à la clientèle
Plante	Marlène	264	Technicienne en administration
Thomassin	Diane	264	Technicienne en administration/enquêteur
Vibert	Sonia	264	Technicienne en administration, bureau de la présidence
Belley	Joanne	283	Technicienne en droit
Bertrand	Chantal	283	Technicienne en droit, coordination des cas, mise au rôle, suivi
Bouchard	Maryse	283	Technicienne en droit, responsable du rôle
Brasseur	Raymond	283	Technicien en droit, coordination des cas, mise au rôle, suivi
Chabot	Francis	283	Technicien en droit
Gallant	Johanne	283	Technicienne en droit, coordination des cas, mise au rôle, suivi
Giron Escobar	Mayra Elizabeth	283	Technicienne en droit
Joachim	Yveline	283	Technicienne en droit
Provost	Claude	283	Technicien en droit, coordination des cas, mise au rôle, suivi
Riverin	Marie-Ève	283	Technicienne en droit
Tremblay	France	283	Technicienne en droit, coordination des cas, mise au rôle, suivi
Tremblay	Lucie L.	283	Technicienne en droit, coordination des cas, mise au rôle, suivi
Harnois	Sylvie	297	Agente de secrétariat
Boisvert	Micheline	630	Directrice du greffe et du secrétariat
Métivier	Claude	630	Secrétaire et directeur général
Pageau	Sandra	630	Directrice régionale de l'Ouest du Québec

c) **la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV** :

- Non pertinent à la Commission des relations du travail

d) **leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation** :

- Frais de déplacement : 319 990 $
- Frais de représentation : 5 138 $

SOURCE : Commission des relations du travail, 16 juin 2014
COLLABORATION :

VALIDATION : Secrétariat et direction générale

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP8

Fournir pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la présidence ou de la Haute direction, les montants, ventilés depuis 2009-2010, par année financière :

a) les frais de déplacement;
b) les frais de représentation;
c) les frais de repas;
d) les frais de voyage;
e) les frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.

Commission des relations du travail

2013-2014 :

a), b), c) et d)

	Frais de voyage *	Frais de représentation	Frais réunions de travail
Robert Côté, président	11 820 $	2 025 $	3 590 $
Hélène Fréchette, vice-présidente**	1 302 $	604 $	623 $
Annie Laprade, vice-présidente***	3 006 $	824 $	928 $
Irène Zaïkoff, vice-présidente	1 746 $	1 097 $	2 874 $

* Frais payé à l'employé
** Du 1er avril au 31 mai 2013
*** Du 19 août au 31 mars 2014

e) Liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents :

Annual Labour Board chairs' and Administrators' - Toronto
Robert Côté 1 313,44 $

SOURCE : Commission des relations du travail, 16 juin 2014
COLLABORATION :
VALIDATION : Secrétariat et direction générale

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP106

Nombre de dossiers en services essentiels qui se sont rendus en révision judiciaire et nature des décisions rendues depuis 2009-2010, par année financière.

2013-2014 :

Aucune décision de la Commission des relations du travail en services essentiels n'a fait l'objet d'une demande de révision judiciaire à la Cour supérieure au cours de la période du 1er avril 2013 au 31 mars 2014.

Aucun jugement rendu en révision judiciaire d'une décision de la Commission des relations du travail en services essentiels n'a été rendu au cours de la période du 1er avril 2013 au 31 mars 2014.

Un seul jugement en révision judiciaire à l'encontre d'une décision du Conseil des services essentiels a été rendu au cours de la période du 1er avril 2013 au 31 mars 2014. La Cour d'appel, le 7 novembre 2013, a rejeté l'appel du jugement de la Cour supérieure rendu le 10 août 2010 qui avait rejeté la requête en révision judiciaire de la décision du Conseil des services essentiels.

SOURCE : Commission des relations du travail, 16 juin 2014
COLLABORATION :
VALIDATION : Secrétariat et direction générale

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP107

Nombre de dossiers en services essentiels réglés par médiation depuis 2009-2010, par année financière.

2013-2014 :

57 dossiers en services essentiels ont été réglés par voie de médiation du 1er avril 2013 au 31 mars 2014.

SOURCE : Commission des relations du travail, 16 juin 2014
COLLABORATION :
VALIDATION: Secrétariat et direction générale

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP108

Nombre et nature des décisions rendues en services essentiels depuis 2009-2010, par année financière et par secteur d'intervention.

La Commission des relations du travail a rendu 14 décisions en services essentiels du 1er avril 2013 au 31 mars 2014.

SERVICES ESSENTIELS

- SERVICES PUBLICS

En évaluation de services essentiels : **10** décisions

REDRESSEMENT

- Services publics : **3** décisions
- Secteurs public et parapublic : **1** décision
- Fonction publique : **0** décision

SOURCE : Commission des relations du travail, 16 juin 2014
COLLABORATION :
VALIDATION: Secrétariat et direction générale

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP109

Mesures de réparation en services essentiels imposées par la Commission des relations du travail au cours des 5 dernières années.

Aucune

SOURCE : Commission des relations du travail, 16 juin 2014
COLLABORATION :
VALIDATION: Secrétariat et direction générale

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP110

Ventilation des économies budgétaires réalisées à la suite de l’abolition du Conseil des services essentiels, et l’intégration de ses activités à la Commission des relations du travail.

Le Conseil du trésor répondra globalement à cette question.

SOURCE : Commission des relations du travail, 16 juin 2014
COLLABORATION :
VALIDATION: Secrétariat et direction générale

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP111

Au cours des 5 dernières années, nombre de dossiers relatifs à des litiges sur les articles 45 et 46 du *Code du travail* et décisions. Ventilation par année.

Article 45: Aliénation ou concession d'entreprise	
Nature des décisions rendues	Année
	2013-2014
Accueillies	139
Désistements	16
Règlements	1
Rejetées	0
Sous-total	**156**

Article 46: Résolution de difficultés	
Nature des décisions rendues	Année
	2013-2014
Accueillies	0
Désistements	2
Règlements	1
Rejetées	0
Sous-total	**3**

Total	**159**

La plupart des requêtes accueillies le sont de consentement.

SOURCE : Commission des relations du travail, 16 juin 2014
COLLABORATION :
VALIDATION: Secrétariat et direction générale

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP112

Liste détaillée (nom de la personne concernée, nom de la municipalité, objet de l'appel) des requêtes en appel déposées par un(e) secrétaire, un(e) secrétaire-trésorier(ère) ou un(e) cadre municipal(e) devant la CRT au cours des 5 dernières années.

Voir liste détaillée annexée.

SOURCE : Commission des relations du travail, 16 juin 2014
COLLABORATION :
VALIDATION: Secrétariat et direction générale

Liste des plaintes reçues du secteur municipal du 1er avril 2013 au 31 mars 2014

N° cas	Date de réception	Nature du cas	État du dossier	Date de conclusion	Décision	Nom du client
CM20131750	2013-04-04	Loi sur les cités et villes (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2013-06-10	Désistements	Erik Dumais
						Ville de Mercier
CM20131849	2013-04-10	Loi sur les cités et villes (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2013-05-08	Désistements	Guy Hébert
						Ville de Montréal
CM20131988	2013-04-18	Code municipal du Québec (dest.)	Cas référés aux tribunaux	2014-03-06	Accueillies	Karine Alarie
						Municipalité de La Macaza
CM20131997	2013-04-19	Code municipal du Québec (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Annie Rochefort
						Municipalité de Grenville-sur-la-Rouge
CM20132088	2013-04-23	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas en délibéré			Chantal Laberge
						Ville de Montréal
CM20132103	2013-04-23	Loi sur les cités et villes (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2014-04-29	Désistements	Ramy Davidson Jean Jacques
						Ville de Montréal
CM20132517	2013-05-18	Loi sur les cités et villes (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2013-09-16	Désistements	Jocelyn Vallières
						Ville de Laval
CM20132529	2013-05-21	Loi sur les cités et villes (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2014-03-21	Désistements	Pierre Sigouin
						Ville de Montréal
CM20132565	2013-05-22	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Diane Côté
						Ville de Montréal
						Ville de Montréal, Service de l'eau
CM20132576	2013-05-22	Loi sur les cités et villes (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2014-03-28	Désistements	Brigitte Daoust
						Ville de Montréal
CM20132585	2013-05-23	Loi sur les cités et villes (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2014-04-29	Désistements	Ramy Davidson Jean Jacques
						Ville de Montréal
CM20132632	2013-05-27	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Philippe Leporé
						Ville de Montréal

Liste des plaintes reçues du secteur municipal du 1er avril 2013 au 31 mars 2014

N° cas	Date de réception	Nature du cas	État du dossier	Date de conclusion	Décision	Nom du client
CM20132797	2013-06-03	Code municipal du Québec (dest.)	Cas assignés aux commissaires			Municipalité de Lac-des-Plages
						Yvan Roy
CM20133019	2013-06-12	Loi sur les cités et villes (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2014-05-16	Règlements	Richard Plouffe
						Ville de Beauharnois
CM20133294	2013-06-27	Loi sur les cités et villes (susp.)	Décision : Désistements, règlements	2014-01-07	Désistements	André Billette
						Ville de Montréal-Est
CM20133307	2013-06-27	Loi sur les élections et les référendums municipaux (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2014-05-27	Règlements	Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais
						Stéphane Lauzon
CM20133653	2013-07-21	Loi sur les cités et villes (susp.)	Décision : Désistements, règlements	2013-09-12	Désistements	Gaétan Turbide
						Ville de Laval
CM20133790	2013-07-26	Loi sur les cités et villes (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2014-03-28	Désistements	Brigitte Daoust
						Ville de Montréal
CM20133988	2013-08-06	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Véronique Leblanc
						Ville de Saint-Jérôme
CM20133989	2013-08-06	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas assignés aux commissaires			Stéphane Pilon
						Ville de Saint-Jérôme
CM20133990	2013-08-06	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas assignés aux commissaires			Lyne Pelletier
						Ville de Saint-Jérôme
CM20133991	2013-08-06	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas assignés aux commissaires			Suzanne Marcotte
						Ville de Saint-Jérôme
CM20133992	2013-08-06	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas assignés aux commissaires			Jacques Boucher
						Ville de Saint-Jérôme
CM20133993	2013-08-06	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas assignés aux commissaires			Claudette Corbeil
						Ville de Saint-Jérôme
CM20133994	2013-08-06	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas assignés aux commissaires			Louis Parent
						Ville de Saint-Jérôme

Liste des plaintes reçues du secteur municipal du 1er avril 2013 au 31 mars 2014						
N° cas	**Date de réception**	**Nature du cas**	**État du dossier**	**Date de conclusion**	**Décision**	**Nom du client**
CM20133995	2013-08-06	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas assignés aux commissaires			Maude Tessier
						Ville de Saint-Jérôme
CM20134213	2013-08-23	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Benoit Durand
						Ville de Montréal
CM20134436	2013-09-16	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Carole Durocher
						Ville de Montréal
CM20134437	2013-09-16	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Michèle Giroux
						Ville de Montréal
CM20134450	2013-09-17	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas assignés aux commissaires			Jean-Pierre Gaudette
						Ville de Sorel-Tracy
CM20134894	2013-10-16	Code municipal du Québec (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Dominic Beaulieu
						Municipalité de Pointe-des-Cascades
CM20134945	2013-10-18	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Gilles Drapeau
						Ville de Longueuil
CM20135534	2013-11-18	Loi sur les élections et les référendums municipaux (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2014-05-16	Règlements	Michel Leduc
						Société d'encans automobiles Manheim
CM20136078	2013-11-28	Loi sur les élections et les référendums municipaux (dest.)	Décision : Rejetées	2014-05-14	Rejetées	Alain Lecompte
						Centre de santé et de services sociaux de Laval
CM20136083	2013-11-27	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Geneviève Archambault

Liste des plaintes reçues du secteur municipal du 1er avril 2013 au 31 mars 2014

N° cas	Date de réception	Nature du cas	État du dossier	Date de conclusion	Décision	Nom du client
						Ville de Pointe-Claire
CM20136108	2013-11-27	Code municipal du Québec (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2013-12-18	Désistements	Municipalité de Piopolis
						Nicole Charette
CM20136111	2013-12-01	Loi sur les cités et villes (susp.)	Décision : Rejetées	2014-05-22	Rejetées	André Billette
						Ville de Montréal-Est
CM20136270	2013-12-06	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas assignés aux commissaires			Jean Lacroix
						Ville de Chambly
CM20136587	2013-12-19	Code municipal du Québec (dest.)	Cas convoqués			Municipalité de Papineauville
						Slim Oueslati
CM20136588	2013-12-19	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Gilles Drapeau
						Ville de Longueuil
CM20140202	2014-01-09	Code municipal du Québec (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2014-05-08	Désistements	Jacques Mireault
						Municipalité de Lacolle
CM20140244	2014-01-10	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Jean-Pierre Labrie
						Ville de Saint-Jérôme
CM20140372	2014-01-15	Code municipal du Québec (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2014-03-12	Désistements	Katia Morin
						Municipalité du Lac-des-Seize-Îles
CM20140500	2014-01-16	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Lyne Talbot
						Ville de Mascouche
CM20140515	2014-01-15	Code municipal du Québec (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			François Lévesque
						Municipalité de Saint-Paul-d'Abbotsford
CM20140540	2014-01-17	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas assignés aux commissaires			Lucie Roger
						Ville de Malartic
CM20141116	2014-01-24	Code municipal du Québec (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2014-02-04	Désistements	Carolyn Ayoub

Liste des plaintes reçues du secteur municipal du 1er avril 2013 au 31 mars 2014						
N° cas	**Date de réception**	**Nature du cas**	**État du dossier**	**Date de conclusion**	**Décision**	**Nom du client**
						Municipalité de Grenville-sur-la-Rouge
CM20141536	2014-02-06	Loi sur les élections et les référendums municipaux (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Daniel Lucier
						Morneau Shepell Ltd Morneau Shepell
CM20141538	2014-02-06	Loi sur les cités et villes (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2014-05-15	Désistements	Marc Rouleau
						Ville de Mercier
CM20141739	2014-02-14	Code municipal du Québec (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Diane Aubry
						Municipalité de Saint-Georges-de-Clarenceville
CM20141746	2014-02-17	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas convoqués et assignés aux ART			Marjolaine Therrien
						Ombudsman de Montréal
						Ville de Montréal
CM20141749	2014-02-17	Code municipal du Québec (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2014-04-29	Désistements	Annie Beauregard
						Municipalité de Thorne
CM20141852	2014-02-21	Code municipal du Québec (susp.)	Décision : Désistements, règlements	2014-03-19	Règlements	Municipalité de Denholm
						Sandra Bélisle
CM20142419	2014-03-23	Code municipal du Québec (dest.)	Cas convoqués et assignés aux ART			Gaétan Côté
						Municipalité de Palmarolle
CM20142430	2014-03-24	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Jean-Charles Gagnon
						Ville de Dorval
CQ20131842	2013-04-05	Code municipal du Québec (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2013-07-24	Règlements	Municipalité de Chambord
						Sylvie Desmeules
CQ20132537	2013-05-21	Code municipal du Québec (dest.)	Cas assignés aux commissaires			Maxime Gagné
						Municipalité de Saint-Nazaire
CQ20133367	2013-07-04	Code municipal du Québec (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2014-02-07	Règlements	Marianne Benny
						Municipalité de Saint-Janvier-de-Joly

Liste des plaintes reçues du secteur municipal du 1er avril 2013 au 31 mars 2014

N° cas	Date de réception	Nature du cas	État du dossier	Date de conclusion	Décision	Nom du client
CQ20133488	2013-07-09	Code municipal du Québec (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Guy Gosselin
						La Municipalité du Lac-Beauport
CQ20133489	2013-07-09	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas assignés aux commissaires			Guy Gosselin
						La Municipalité du Lac-Beauport
CQ20133491	2013-07-11	Loi sur les cités et villes (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2014-01-16	Règlements	Ville de Chapais
						Yves Blackburn
CQ20133498	2013-07-11	Code municipal du Québec (dest.)	Décision : Accueillies	2014-02-04	Accueillies	Denis Cusson
						Municipalité de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs
CQ20133601	2013-07-16	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Pierre Gignac
						Ville de Québec
CQ20134186	2013-08-22	Loi sur les cités et villes (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2014-01-15	Règlements	Carl Tremblay
						Ville de Saint-Félicien
CQ20134434	2013-09-11	Code municipal du Québec (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Municipalite de Sainte-Florence
						Robert Fillion
CQ20135382	2013-10-31	Loi sur les cités et villes (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2014-02-19	Règlements	Isabelle Forgues
						Ville de Shawinigan
CQ20140137	2013-12-17	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas assignés aux commissaires			Moïse Mayer
						Ville de Rivière-du-Loup
CQ20141243	2013-10-28	Loi sur les cités et villes (dest.)	Décision : Désistements, règlements	2014-03-19	Règlements	Clermont Desgagnés
						Ville de Saint-Pascal
CQ20141252	2014-01-08	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas assignés aux commissaires			Caroline Nadeau
						Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures
CQ20141253	2014-01-08	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas assignés aux commissaires			Caroline Nadeau
						Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures

Liste des plaintes reçues du secteur municipal du 1er avril 2013 au 31 mars 2014						
N° cas	**Date de réception**	**Nature du cas**	**État du dossier**	**Date de conclusion**	**Décision**	**Nom du client**
CQ20141255	2014-01-08	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas assignés aux commissaires			Caroline Nadeau
						Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures
CQ20141271	2014-01-10	Code municipal du Québec (dest.)	Cas en délibéré			Gaétan Bussières
						Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval
CQ20141286	2014-01-22	Code municipal du Québec (dest.)	Cas assignés aux commissaires			Martine Lebeau
						Municipalité du Canton de Maddington
CQ20141456	2014-01-28	Code municipal du Québec (dest.)	Cas en délibéré			Gaétan Bussières
						Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval
CQ20141479	2014-01-30	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas assignés aux commissaires			Caroline Nadeau
						Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures
CQ20141581	2014-02-04	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas assignés aux commissaires			Moïse Mayer
						Ville de Rivière-du-Loup
CQ20141596	2014-02-04	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas assignés aux commissaires			Moïse Mayer
						Ville de Rivière-du-Loup
CQ20141677	2014-02-07	Loi sur les élections et les référendums municipaux (dest.)	Cas en délibéré			Sylvain Déry
						Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval
CQ20141894	2014-02-17	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas en délibéré			Sylvain Déry
						Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval
CQ20141970	2014-02-27	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas convoqués			François Renaud
						Ville de Château-Richer
Nb: 80						

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP113

Au cours des 5 dernières années, nombre d'ordonnances rendues relativement à l'application des articles 45 et 46 du *Code du travail* et nature des ordonnances.

Aucune

SOURCE : Commission des relations du travail, 16 juin 2014
COLLABORATION :
VALIDATION: Secrétariat et direction générale

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP114

Évolution des délais de traitement des dossiers depuis les 5 dernières années.

Lois	Médiane[1]		Moyenne		Nombre total de décisions
	Délai imputable à la CRT	Délai total	Délai imputable à la CRT	Délai total	
Année 2013-2014					
Code du travail	67	82	111	185	4031
Loi sur les normes du travail	265	373	266	394	3006
Loi secteur des affaires sociales	35	35	70	70	38
Lois – Services essentiels	4	4	6	7	75
Lois – Construction et qualification	86	97	133	185	141
Loi – Ressources intermédiaires et RTF	18	27	32	47	76
Loi – Responsables d'un service de garde	52	90	63	106	20
Lois – Statut des artistes	358	358	618	974	5
Autres lois	187	324	261	426	159
Total	**99**	**155**	**174**	**270**	**7551**

SOURCE : Commission des relations du travail, 16 juin 2014
COLLABORATION :
VALIDATION: Secrétariat et direction générale

[1] Médiane : Valeur la plus centrale de l'ensemble des délais des cas de la CRT

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP115

Depuis l'année 2009-2010, par mois, et selon le *Code du travail* ou la *Loi sur les normes du travail*, nombre de conciliations prédécisionnelles effectuées et résultats (réussies, non réussies ou non conclues), nombre des décisions rendues et résultats (accueillies, désistements, règlements et rejetées).

Question 115a: Nombre de conciliations prédécisionnelles, du 1er avril 2013 au 31 mars 2014

Lois	Année	Mois	Nombre de cas en conciliation		
			Conciliations terminées et conclues	Cas référés aux commissaires	Total
Loi sur les normes du travail	2013	Avril	121	33	154
		Mai	129	27	156
		Juin	85	39	124
		Juillet	85	27	112
		Août	79	15	94
		Septembre	94	31	125
		Octobre	116	32	148
		Novembre	92	17	109
		Décembre	84	22	106
	2014	Janvier	150	30	180
		Février	107	42	149
		Mars	129	38	167
Total			**1 271**	**353**	**1 624**
Code du travail	2013	Avril	27	11	38
		Mai	22	8	30
		Juin	17	3	20
		Juillet	11	6	17
		Août	19	1	20
		Septembre	19	8	27
		Octobre	21	7	28
		Novembre	29	14	43
		Décembre	17	16	33
	2014	Janvier	19	7	26
		Février	24	2	26
		Mars	26	11	37
Total			**251**	**94**	**345**

Question 115b: Nombre de cas conclus, du 1er avril 2013 au 31 mars 2014

Année	Mois	Décisions				
		Accueillies	Désistements	Règlements	Rejetées	Total
2013	Avril	134	219	193	48	594
	Mai	121	172	175	63	531
	Juin	121	232	180	53	586
	Juillet	112	190	164	78	544
	Août	123	115	136	58	432
	Septembre	85	176	156	29	446
	Octobre	98	244	190	53	585
	Novembre	123	156	169	63	511
	Décembre	85	121	111	43	360
2014	Janvier	686	174	170	49	1079
	Février	135	206	168	75	584
	Mars	837	165	240	57	1299
Total		**2 660**	**2 170**	**2 052**	**669**	**7 551**

SOURCE : Commission des relations du travail, 16 juin 2014
COLLABORATION :
VALIDATION: Secrétariat et direction générale

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP116

Depuis l'année 2009-2010, par mois, par article et selon le *Code du travail* ou la *Loi sur les normes du travail*, délai de traitement des cas réglés (médiane et moyenne).

Question 116a : Délai de traitement (jours) des cas réglés par mois, du 1er avril 2013 au 31 mars 2014

Mois	Médiane[1]		Moyenne		Nombre total de décisions
	Délai imputable à la CRT	Délai total	Délai imputable à la CRT	Délai total	
Code du travail					
Avril 2013	51	64	102	252	267
Mai 2013	56	65	226	296	229
Juin 2013	59	74	91	123	206
Juillet 2013	84	134	153	288	263
Août 2013	49	77	197	342	185
Septembre 2013	62	117	108	216	174
Octobre 2013	35	139	74	321	294
Novembre 2013	49	72	119	211	239
Décembre 2013	46	54	100	138	158
Janvier 2014	67	67	85	102	801
Février 2014	63	70	139	236	250
Mars 2014	82	92	88	104	965
Loi sur les normes du travail					
Avril 2013	224	349	231	374	291
Mai 2013	240	368	240	363	246
Juin 2013	225	378	253	402	274
Juillet 2013	262	388	271	423	240
Août 2013	294	390	281	396	193
Septembre 2013	225	334	235	374	230
Octobre 2013	285	383	289	386	266
Novembre 2013	289	394	285	403	242
Décembre 2013	259	312	257	335	178
Janvier 2014	273	359	288	395	246
Février 2014	275	428	296	442	302
Mars 2014	276	378	266	403	298

Veuillez noter que la variation importante des délais totaux médians et moyens d'un mois à l'autre, le cas échéant, est généralement due à la fermeture, au cours de ce mois, de plusieurs dossiers dont le traitement a été interrompu en raison de procédures judiciaires.

[1] Médiane : Valeur la plus centrale des délais des cas de la CRT

Question 116b : Délai de traitement (jours) des cas réglés du 1er avril 2013 au 31 mars 2014 selon les principaux articles					
Mois	Médiane[1]		Moyenne		Nombre total de décisions
	Délai imputable à la CRT	Délai total	Délai imputable à la CRT	Délai total	
Code du travail					
Article 16 - congédiement*	56	417	166	536	206
Article 25 - champ libre*	31	32	44	52	291
Article 25 - conflit*	37	38	46	51	80
Article 39 - statut de salarié*	99	197	187	462	207
Article 39 - modification*	67	67	80	95	1167
Article 41 - révocation*	67	67	66	66	777
Article 45 - transmission*	17	19	39	47	156
Article 47.3 - renvoi*	163	197	188	278	179
Articles 114, 118 et 119 - avec accréditation*	49	143	217	359	175
Articles 114, 118 et 119 - sans accréditation*	65	151	524	743	20
Loi sur les normes du travail					
Article 79.1 - plainte (maladie ou accident)*	255	353	243	356	421
Articles 79.7 et 79.8 - plainte (familiale ou parentale)*	236	296	216	301	23
Article 122 - plainte*	287	378	277	396	606
Article 122.1 - (retraite)*	239	357	250	357	21
Article 123.6 - harcèlement psychologique*	218	329	239	371	396
Article 124 - plainte congédiement*	275	388	279	411	1495
Article 128 - indemnité*	147	308	185	384	43

Article 16 - congédiement CT : plainte en mesures disciplinaires – congédiement
Article 25 - champ libre CT : requête en accréditation, champ libre
Article 25 - conflit CT : requête en accréditation, conflit
Article 39 - statut de salarié CT : requête en interprétation et statut de salarié
Article 39 - modification CT : requête en modification d'accréditation
Article 41 - révocation CT : requête en révocation d'accréditation
Article 45 - transmission CT : requête en transmission de droits et obligations (totale ou partielle)
Article 123.6 - harcèlement psychologique LNT: plainte pour harcèlement psychologique
Article 124 LNT: plainte en congédiement sans cause juste et suffisante
Article 128 - indemnité LNT: requête pour fixation d'indemnité

SOURCE : Commission des relations du travail, 16 juin 2014
COLLABORATION :
VALIDATION: Secrétariat et direction générale

[1] Médiane : Valeur la plus centrale des délais des cas de la CRT

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP117

Budget de fonctionnement de la CRT depuis 2009-2010, par année financière. Prévisions pour 2014-2015.

CRT	**2013-2014**
Rémunération	**13 615 200 $**
Fonctionnement	
Transport et communications	533 186
Services professionnels et auxiliaires	1 684 214
Loyers	1 926 300
Fournitures et approvisionnement	111 600
Service de la dette	0
Autres	0
Amortissement	568 200
Total Fonctionnement	**4 823 500**
Grand total	**18 613 900 $**

SOURCE : Commission des relations du travail, 16 juin 2014
COLLABORATION :
VALIDATION: Secrétariat et direction générale

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP118

Effectifs de la CRT depuis 2009-2010, par année financière. Prévisions pour 2014-2015.

2013-2014 : 135 employés

SOURCE : Commission des relations du travail, 16 juin 2014
COLLABORATION :
VALIDATION: Secrétariat et direction générale

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

 # de fiche : RP119

Nombre de plaintes ou de demandes déposées en vertu de la *Charte québécoise des droits et libertés* depuis 2009-2010, par année financière, et ventilation détaillée de celles portant plus particulièrement sur l'article 46. Statistiques sur le type de dossiers et tableau des résultats.

Les plaintes en vertu de la *Charte des droits et libertés de la personne* sont déposées à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse pour enquête.

SOURCE : Commission des relations du travail, 16 juin 2014
COLLABORATION :
VALIDATION: Secrétariat et direction générale